

LE DEVOIR

Libre de penser

Quel avenir pour les 1000 Népalais de Québec?

«Pendant un an, j'ai pensé à changer de province. Des fois, j'ai pensé retourner dans mon pays...»

16 février 2013 | Isabelle Porter | Ville de Québec



Photo: Renaud Philippe Le Devoir

Le français d'Aruna est si bon que le Centre multiethnique l'a embauchée comme interprète.

Lire aussi:

Des réfugiés déracinés des camps

Ville de Québec - Lacunes et confusion dans l'accueil des réfugiés

Voir notre galerie de photos

Depuis 2009, Québec est la ville qui a accueilli le plus gros contingent de réfugiés népalais au Canada, soit plus de 1000 personnes. Malgré leur volonté de réussir, ces réfugiés éprouvent des difficultés d'adaptation majeures. En fait-on assez pour les aider ? Premier texte d'une série de trois.

Rencontre avec la famille Chhetri de Québec. Aruna, 20 ans, nous accueille dans le petit appartement de Vanier qu'elle partage avec ses parents et sa grand-mère. Au fond

de la pièce, la vieille dame de 91 ans a les yeux rivés sur le téléviseur. Elle écoute sans broncher mais ne comprend pas un mot de ce que France Castel raconte. Le mur autour de la télévision est tapissé d'images colorées des divinités hindoues.

« Quand on change de pays, c'est beaucoup de dépression, dit Aruna. Pendant un an, j'ai pensé à changer de province. Des fois, j'ai pensé retourner dans mon pays... »

La jeune fille écrase des épices dans un pot de grès. Impossible de rendre visite à des Népalais sans se voir offrir du thé au lait épicé. On ne s'en plaint pas d'ailleurs.

« Après un an, j'ai commencé à parler un petit peu français. Après, j'ai eu mes amies québécoises. J'ai commencé avec elles. C'est un peu comme ça que j'ai appris la langue. »

Depuis 2008, le Canada a accueilli plus de 5000 réfugiés népalo-bouthanais. Jusqu'à 500 autres devraient suivre. Du lot, plus de 1800 sont venus au Québec, dont 978 dans la capitale. Les autres ont été envoyés à Saint-Jérôme, à Joliette et à Sherbrooke. La famille d'Aruna est l'une des premières à être arrivées à Québec en 2009, et la ville en reçoit encore.

Ces réfugiés ont passé jusqu'à 20 ans dans les camps du Népal après avoir été expulsés du Bouthan. On ne voulait plus d'eux parce qu'ils ne parlaient pas la langue de la majorité bouthanaise et ne pratiquent pas la religion bouddhiste. Privés de pays depuis une génération, ils essaient maintenant de devenir québécois.

Quand on demande à Aruna si elle restera à Québec, elle hésite. « Je ne sais pas ce que je vais faire. » Elle aime que Québec soit « une ville très tranquille ». Ses parents habitent ici et elle est très attachée à ses « quelques amis québécois », mais...

Beaucoup ont quitté la capitale. L'été dernier seulement, pas moins de 40 familles ont fait leurs valises pour partir vers Winnipeg, Ottawa ou encore Toronto. C'est le cas des quatre frères et soeurs d'Aruna.

« Ils sont partis à Toronto pour faire leurs études. Ici, c'était trop compliqué pour demander l'admission à l'université », dit-elle.

La plupart des jeunes réfugiés ont appris l'anglais dans les camps. « Ils trouvent que ça prend beaucoup de temps pour apprendre la langue ; ils voudraient faire quelque chose de très rapide. »

Aruna a été très déçue quand on a refusé de l'admettre à l'université. Elle s'attendait à ce que les études qu'elle avait faites dans le camp soient reconnues. Finalement, un cégep anglophone de Québec l'a acceptée. « St. Lawrence m'a acceptée. Ça veut dire que je vais faire mes études ici. »

Pourtant, Aruna est un véritable modèle d'intégration. Son français est si bon que le Centre multiethnique l'a embauchée comme interprète.

Pour beaucoup, l'apprentissage du français est un défi titanesque. Certains sont analphabètes dans leur propre langue et ne sont jamais allés à l'école. Là-bas, Manou Rai construisait et réparait des maisons. Dans le salon de son appartement de Limoilou, ce père de famille de 33 ans dit que tout serait facile ici si ce n'était pas de la langue.

Il rêve de se faire des amis québécois, qui viennent à la maison, à qui il rendrait visite. Sur la petite table du salon, on voit des photos de sa famille et, dans un joli cadre mauve, celle de sa prof de francisation.

Médecin pour les poulets

Lorsqu'on lui demande où il compte travailler après la francisation, Manou Rai répond à la blague qu'il va « devenir médecin pour les poulets ». Depuis l'an dernier, des dizaines de ses compatriotes ont été embauchés par une usine d'emballage de volaille, dans le Parc industriel. Vite, le mot s'est passé.

L'entreprise Avico inc. a commencé par en embaucher deux parce qu'ils avaient pris de l'expérience dans une autre usine. « Je les ai fait venir, mais la journée de leur embauche, ils sont arrivés dix ! explique la responsable des ressources humaines, Sonia Marchand. Alors, on les a rencontrés et on les a essayés. On avait besoin de beaucoup de main-d'oeuvre et eux, ils étaient disponibles ; donc, on a commencé comme ça. »

« Ils sont très motivés, assidus et fiables, ajoute-t-elle. Ils ne parlent pas beaucoup français mais, vu qu'il y en a quelques-uns qui le parlent bien, on s'organise. Le travail n'est quand même pas très compliqué. »

Aujourd'hui, sur les 200 employés de l'usine, 41 sont Népalais. L'entreprise offre des primes de 200 \$ aux employés qui lui envoient de nouveaux candidats. « Il y en a un qui a dû nous en amener 10 ! », lance-t-elle en riant.

À défaut de travailler là, beaucoup peinent à se trouver de l'emploi et se retrouvent à l'aide sociale. Leur français n'est tout simplement pas assez bon. « Il y a une différence entre le français fonctionnel et le français de travail », concède la directrice du Centre multiethnique, Dominique Lachance.

Denise Blouin, une bénévole de Vanier qui connaît très bien cette communauté, se demande si on ne devrait pas faire quelque chose pour les garder au Québec. « Ils s'en vont avec une blessure au coeur parce qu'il faut qu'ils recommencent », dit-elle.

Elle explique que la plupart des familles déménagent en fonction des choix des 18-25 ans qui souhaitent étudier. Leurs parents sont souvent prêts à les suivre n'importe où pour leur laisser une chance de réussir.

Elle suggère qu'on finance davantage de cours de francisation. C'est qu'après un an, les cours ne sont plus financés par le ministère de l'Immigration. Pour ceux dont le français est moins bon, c'est souvent décourageant. « Il faudrait leur faciliter l'entrée dans les universités et les cégeps. [...] Deux ans de plus pour les 18-25 ans. Pour qu'ils puissent choisir des formations dans nos cégeps et nos universités et en français. Sinon, ils s'en vont. »

Pour le professeur Mathieu Boisvert de l'Université du Québec à Montréal, c'est une question de principe. « On dit aux immigrants qu'ils doivent parler le français. Mais on devrait voir ça d'une façon différente. Le français au Québec, c'est un droit fondamental », explique ce prof de sciences religieuses qui s'est beaucoup intéressé à la situation des Népalais-Bouthanais.

« Ayant ce droit en tant que nouvel immigrant, j'ai le droit d'avoir les ressources disponibles pour l'apprendre, cette langue-là. [...] La majorité des nouveaux immigrants, ils veulent l'apprendre, le français, s'intégrer. »

Mais ce n'est peut-être pas si simple. Pendant ses cours de francisation, Aruna avait honte de ne pas travailler. « Dans d'autres provinces, mes amis trouvent du travail très facilement. Mais ici, il faut parler français. Nous, on voulait apprendre le français en même temps qu'on travaille. Les gens, ils n'aiment pas l'aide sociale, ils veulent travailler, faire leur argent. Quand on parle avec nos amis aux États-Unis, c'est un peu gênant. »